

de Wallaceburg, le maire de Dresden, le chef de Walpole Island et moi. Nous avons essayé de lui montrer que c'était un problème unique en son genre, que ce problème touchait l'environnement et non l'infrastructure municipale. Mais la semaine dernière, ce gouvernement s'en est lavé les mains.

L'ancien ministre de l'Environnement avait déclaré en 1985 que la pollution de la rivière St. Clair avait atteint des proportions épouvantables. C'est bien ce qu'il a dit, épouvantable. Les gestes concrets sont bien plus éloquents que les paroles. Un engagement sérieux ne se résume pas à un effort de relations publiques.

Dans l'exemple du projet de pipe-line du lac Huron, le gouvernement a montré à tous qu'il n'était pas engagé à régler le problème et qu'il ne ferait rien pour que ces localités aient une meilleure source d'eau potable. J'ai dit qu'une décision avait été prise la semaine dernière. Le gouvernement a mis un an à se décider. Pendant tout ce temps, il n'a cessé d'exprimer son engagement et de se dire préoccupé par la situation de ceux qui vivent en aval de la grande concentration des industries chimiques. On a évoqué la possibilité de recourir à l'EDER comme source de financement. Il fallait tâter le terrain de ce côté-là. La semaine dernière le ministre de l'Environnement (M. Bouchard) a exclu complètement cette possibilité.

Dans toutes les régions, les ententes de développement économique régional du Canada ont été réduites et certaines n'ont pas été renouvelées. Pourtant, en septembre 1987, l'ancien ministre avait affirmé dans une lettre qu'il «serait disposé à appuyer une proposition d'EDER si cette dernière atteignait le palier fédéral». Un document de base a été préparé en vue d'une entente auxiliaire. Le ministre de l'Ontario a expliqué en donnant des détails tous plus éloquents les uns que les autres, les répercussions sur l'économie de la région d'une fermeture prolongée des ouvrages de prise d'eau. Le gouvernement fédéral a reçu cet exposé en avril 1988, et a laissé les habitants de ma circonscription en suspens jusqu'à la semaine dernière. Cela ne ressemble pas à un engagement très profond, monsieur le Président. Il y a des EDER dans d'autres provinces pour financer les projets d'approvisionnements en eau, soit en Saskatchewan, en Colombie-Britannique. Le ministre de l'Environnement lui-même fait construire une route dans sa propre circonscription. J'imagine qu'il ne s'agit pas là d'infrastructure municipale.

Je le répète, ce projet de pipe-line du lac Huron est un symbole de l'injustice de ce gouvernement. C'est aussi un symbole de la passivité du gouvernement pour tout ce qui touche les questions écologiques. Après avoir fait miroiter la possibilité d'une participation financière, le gouvernement conservateur s'en lave maintenant les mains. La

Les crédits

ville de Dresden a de graves problèmes d'eau potable. Ce gouvernement, qui aurait pu aider à la construction d'un pipe-line, a préféré ne rien faire pour résorber la crise.

• (1620)

Les niveaux de nitrate dans les sources d'eau de Dresden étaient inacceptablement élevés au 30 mars 1989. L'alerte a été donnée le 6 avril. Pourtant, le gouvernement refuse toujours d'admettre l'existence du problème et il refuse de nous aider.

Autre exemple d'incohérence entre les paroles et les actions du gouvernement, le vice-premier ministre (M. Mazankowski) est venu lui-même dans ma circonscription pendant la dernière campagne électorale promettre 3 millions de dollars pour financer ce qu'il appelait «la solution à la pollution de la rivière Sydenham». Cette annonce s'est faite au son de la fanfare et des trompettes. Le fédéral allait dépenser 3 millions de dollars pourvu que la province en fasse autant.

Je vais vous citer un extrait du communiqué du 20 octobre 1988:

«Le gouvernement fédéral prend des mesures pour remédier à la pollution causée par des pesticides utilisés en agriculture, produits qui se retrouvent dans les sources d'approvisionnement en eau potable des habitants de la région arrosée par la rivière Sydenham, dans le sud de l'Ontario — et plus particulièrement à Dresden.»

En annonçant le programme quiquennal de 6 millions de dollars, le ministre de l'Agriculture a déclaré que ce programme permettrait d'améliorer les pratiques de culture et d'utilisation des sols pour aider à corriger le problème de la pollution de l'eau.

Le communiqué poursuivait en ces termes:

Le projet de la rivière Sydenham comportera des études sur place pour trouver d'où viennent les pesticides agricoles présents dans les sources d'eau potable. Des études sur les sols montreront comment les produits chimiques se déplacent dans le sol. On étudiera aussi le mouvement des produits chimiques dans le réseau hydrographique ainsi que le régime pluviométrique.

Pendant la campagne électorale, j'ai dit que c'était là un excellent programme et qu'il valait les investissements. Il démontrait que les conservateurs se préoccupaient de l'environnement et pouvaient dégager des fonds pour le prouver. Cependant, j'ai examiné le dossier un peu plus à fond. J'ai téléphoné à des fonctionnaires. A cette époque, j'étais président du Conseil des eaux de l'Office de protection de la nature de la région de St. Clair. Mon intérêt pour le projet est donc sincère.

Ce n'était qu'une promesse électorale. Il n'y a pas de fonds. Le gouvernement fédéral reproche à l'Ontario de retarder le programme parce qu'il attend qu'elle libère de nouveaux fonds, les mêmes qu'il est prêt à débloquer, en plus des grosses sommes qu'elle a déjà dépensées.

Puisque le projet Sydenham ne sera pas mis en chantier tant que l'Ontario n'aura pas dégagé de fonds, il n'y aura donc pas de projet. C'est honteux. Le gouvernement fédéral ne dépensera pas ses trois millions de dollars en